



Déclaration des élu(e)s

Solidaires FiP 87 et CGT FiP 87

Les représentants Solidaires Finances Publiques 87 et CGT Finances Publiques 87 n'ont pas participé à la Formation Spécialisée du 03 Avril 2025.

Par cette expression nous vous indiquons les raisons de ce choix.

Les dernières déclarations, en lien avec le contexte actuel, ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP. **Le budget sera victime de sévères restrictions. Cette cure d'austérité pèsera lourdement sur les agents avec des mesures déconnectées des réalités quotidiennes et aux lourdes conséquences sur nos conditions de travail.** Pour rappel, 100,5 millions d'euros annulés en 2024 pour la DGFIP, de là à dire que l'on préparait les esprits...

Depuis de nombreuses années, notre administration poursuit les réformes et les suppressions d'emplois, au mépris de l'avis unanimement défavorable exprimé par les représentants des personnels à maintes reprises. Il est inacceptable de dégrader les conditions de travail de nos collègues en continuant de fragiliser l'exercice de nos missions. La maison DGFIP brûle et nos directions regardent ailleurs.

La DGFIP déstructure son réseau. L'absence de suppressions d'emplois en 2025 est une promesse non tenue, mais plus encore un véritable mensonge éhonté. -550 emplois pour la DGFIP en 2025. **La DDFIP 87 continue d'être durement impactée. De 2012 à 2024, -180 emplois, soit plus d'un agent sur 4 en moins.** L'hémorragie continue, le « jeu des chaises vides » perdure. Les tours de passe-passe faits de gains de productivité, vantés par nos directions et visant à minorer les suppressions d'emplois, ne sont qu'un leurre.

Nous ne pouvons accepter encore une fois de participer à cette mascarade où l'inquiétude des organisations syndicales et la détresse de nos collègues ne seront pas entendues.

Solidaires FiP 87 et la CGT FiP 87 ne cessent d'alerter la Direction sur des situations sensibles dans les services, mais celle-ci reste et demeure sourde. Depuis des années, les agents surcompensent les manques criants de moyens humains et matériels par leur investissement, leur conscience professionnelle (le volume horaire écrêté est de 4,22 jours/agent en 2023 à la DDFIP 87) et leur attachement à rendre un service public de qualité, mais à quel prix ? Celui de notre santé. Cela ne peut plus durer.

Le mépris c'est de réussir l'exploit de ne pas respecter deux fois la même promesse sur les emplois, de continuer à tailler dans les budgets et de prendre des décisions unilatérales. S'offusquer de notre liberté de ton n'y changera rien. Notre légitimité réside dans la confiance que nous portent les personnels. Un monologue ou une expression quasi divine ne peut en aucun cas être assimilé à un dialogue social. Respectueux et constructif, se bâtissant pierre par pierre, le dialogue social ne se décrète pas, il se façonne.

Compte tenu de la cure d'austérité budgétaire imposée, des promesses non tenues sur les suppressions d'emploi 2025, du mépris du dialogue social institutionnel et du fait que l'avis des représentants des personnels n'est sollicité (via un vote) sur quasiment aucun sujet, la vraie question à se poser est plutôt : **mais quel est l'intérêt pour les agents de la DDFIP 87 que leurs représentants des personnels participent à ce simulacre ?**

Solidaires Finances Publiques 87 et la CGT Finances Publiques 87 appellent à des échanges contradictoires mais sereins ou la voix de tous les agents peut être écoutée et entendue. **À défaut, les élus seront en tirer les conséquences, en commençant par le boycott de la FS du 3 avril et du CSAL du 8 avril. Et d'autres actions à venir, sans retour du dialogue social.**